

Jour : 27 mars 2015

Heure : 15h-17h30

Lieu : Forum Social Mondial, Université Al Manar, Tunis
Salle AP1

Rapporteur : Samir EL OUAAMARI – Chargé d'études AGTER

Résumé

L'atelier se donnait pour objectif de questionner les différents modèles de production agricole qui mobilisent des ressources en eau et de voir lesquels sont à même de mieux contribuer à satisfaire l'intérêt de la société dans son ensemble. Les interventions sont allées dans ce sens, une bonne partie étant référée au cas particulier de la Tunisie et à l'eau d'irrigation. La discussion avec les participants et les informations obtenues des fiches ont permis d'approfondir certains aspects du cas tunisien et de soulever des solutions de portée globale concernant aussi bien des possibilités techniques pour augmenter les disponibilités en eau et favoriser sa conservation dans les sols que des questions de gestion, de gouvernance des ressources et d'équité dans les modes de production et de consommation.

Qui était présent ?

Animateur: Samir EL OUAAMARI – Chargé d'études AGTER

Intervenants:

- Camille Jahel, doctorante CIRAD, membre d'AGTER, France.
- Abdelkrim Anbari, agriculteur, porte-parole de RACCORD-Maroc
- Mohamed Elloumi, chercheur Economie Rurale, INRA –Tunisie
- Irène Carpentier, doctorante Paris I, France.
- Salah Bechi, agriculteur,

Comment l'atelier s'est-il déroulé ?

L'atelier s'est déroulé en trois temps :

- 1- Réflexion sur les modèles de développement de l'agriculture irriguée (Camille Jahel, Abdelkrim Anbari).
- 2- L'agriculture et l'eau en Tunisie. Un cas particulier porteur de leçons de caractère global (Mohamed Elloumi, Irène Carpentier, Salah Bechir).
- 3- Débat avec le public (environ 60 personnes) et récolte de propositions (écrit et oral).

Près de 25 personnes ont rempli les fiches distribuées.

De quoi a-t-on parlé ?

Dans un premier temps, **Camille Jahel** et **Abdelkrim Anbari** ont présenté deux situations dans lesquelles l'établissement de grandes structures de production capitaliste empiète sur l'accès aux ressources (eau et terre) des agricultures familiales et paysannes (au Nicaragua et au Maroc respectivement). Pourtant, ces dernières sont à même de créer plus de richesse et d'emploi que les grandes exploitations à salariés (cas du Nicaragua) et font preuve de résilience par le biais de pratiques agricoles qui s'adaptent aux disponibilités en eau d'irrigation et de pluie (cas du Tadla, Maroc). L'exemple du Nicaragua démontre que les projets de soutien à l'agriculture familiale (en la pourvoyant de quelques moyens supplémentaires) sont susceptibles de permettre à celle-ci d'exprimer tout son potentiel.

Le cas de l'agriculture tunisienne a été abordé ensuite. **Mohamed Elloumi** en a brossé un tableau général. La Tunisie est structurellement en situation de stress hydrique. Si les politiques publiques (périmètres publics dans les années 1960) ont soutenu dans un premier temps les petites exploitations dans leur accès à l'eau pour atténuer une certaine dualité de l'agriculture, la libéralisation de l'économie qui fait suite aux Plans d'Ajustement Structurel du milieu des années 1980 va renverser cette tendance. Des investisseurs privés vont mettre en œuvre des grandes exploitations reposant sur le pompage d'eaux souterraines profondes. Ce développement conduit à l'abandon progressif de nombreuses unités de production familiales qui ne disposent pas de moyens pour pomper l'eau des nappes phréatiques de plus en plus éloignées de la surface. Mohamed Elloumi souligne que l'exode qui a résulté de cette marginalisation de l'agriculture familiale est, en grande mesure, à l'origine des révoltes de 2011.

Plus tard, **Irène Carpentier** développe le cas particulier de l'agriculture oasisienne tunisienne. Elle trace les différents moments de l'histoire récente des oasis tunisiennes, qualifiée comme « l'histoire d'une dépossession » dans laquelle à la gestion communautaire de l'eau d'irrigation se substituent les plans de développement et de gestion de l'irrigation étatiques et l'essor de nouvelles activités très consommatrices d'eau. D'où le besoin d'ouvrir un espace de dialogue pour la redéfinition de mode de gestion plus en adéquation avec les attentes et les enjeux sociaux d'un territoire local en mouvement. Irène Carpentier mentionne le cas des « militants oasiens » et des « agriculteurs locaux ». Pouvant être rangé parmi ces deux catégories, **Salah Bechir** expose finalement son expérience d'agriculteur dans l'oasis de Chenini. Il mentionne en particulier les difficultés liées à la réduction des tours d'eau d'irrigation qui fragilise fortement la paysannerie locale. Il propose un schéma différent d'agriculture reposant sur le renouvellement de la fertilité des parcelles à base de compost et l'utilisation des variétés locales adaptées aux conditions de stress hydrique que lui-même conserve et reproduit.

Suivent les interventions des participants à l'atelier. Elles évoquent les aspects et propositions suivantes :

- Il faut prendre en compte également la gestion de l'eau pluviale et éviter de centrer la question de l'eau en agriculture uniquement autour de l'irrigation.
- Des possibilités techniques existent et peuvent permettre de dépasser le stress hydrique et les pénuries d'eau : dessalement en utilisant l'énergie solaire, agroforesterie, conservation des eaux et des sols, « éviter d'entraver » le cycle de l'eau.
- Des outils juridiques doivent permettre une gestion durable de l'eau et l'équité dans ses usages (agriculture, consommation domestique, industrie, tourisme).
- Il est nécessaire de converger dans les revendications concernant l'accès à la terre et à l'eau et la priorité qui doit être accordée dans ce sens à l'agriculture familiale.
- Les modes de production et les modes de consommation doivent être réfléchis ensemble. La possibilité d'une alliance entre consommateurs et producteurs par le biais de coopératives

(modèle AMAP) permet de s'accorder sur quelle est l'utilisation de l'eau qui le plus contribue à l'intérêt de la société.

- La gestion communautaire de l'eau doit être également remise à l'ordre du jour.

Nos messages de plaidoyer pour la COP 21 et l'Agenda Post-2015

- L'agriculture familiale paysanne peut contribuer à créer plus de richesses et d'emploi que l'agriculture capitaliste (plus axée sur des stratégies de court terme), tout en s'adaptant à la rareté de la ressource en eau et répondant aux enjeux actuels de sécurité alimentaire et d'équité sociale. C'est ce modèle qui doit être soutenu par les politiques publiques.
- Les grands développements capitalistes reposent sur la mobilisation d'énormes capitaux qui permettent d'irriguer sur de très grandes surfaces, au détriment des réserves souterraines, des eaux de surface et des populations qui en dépendent. Des régulations strictes et contraignantes de leurs activités doivent être inscrites dans les lois.
- Dans les situations de stress hydrique structurel, il faut investir dans des techniques permettant d'accroître les disponibilités d'eau et d'en faire un usage durable.
- Il est nécessaire d'établir un dialogue démocratique permanent qui permette de consacrer le caractère de bien commun de l'eau et qui porte sur les alternatives de son usage, les modalités de gouvernance et, plus en général, les modèles de développement qui les sous-tendent.